

Bulletin d'histoire politique

La longue marche du Québec vers l'acceptation de la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste

Serge Granger



Volume 23, Number 1, Fall 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026501ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026501ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Granger, S. (2014). La longue marche du Québec vers l'acceptation de la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste. *Bulletin d'histoire politique*, 23(1), 42–61. <https://doi.org/10.7202/1026501ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La longue marche du Québec vers l'acceptation de la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste

SERGE GRANGER

*Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke*

Depuis l'établissement de la République populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949, pratiquement tous les pays du bloc de l'Ouest ont refusé de reconnaître les nouvelles autorités de Pékin. Stratégie de guerre froide et de l'endiguement chinois, les États-Unis ont imposé une ligne de conduite qui sera respectée par le Canada. Néanmoins, plusieurs voix au Québec s'élèvent pour demander la reconnaissance diplomatique de la Chine durant les années 1960.

L'attitude québécoise envers la Chine durant la décennie 1960-1970 représente bien la mutation sociopolitique du Québec. Initialement versée dans l'anticommunisme chrétien, la sécularisation de la société québécoise éliminera le quasi-monopole missionnaire sur les relations avec la Chine pour se tourner vers une relation séculaire impliquant l'État et les mouvements politiques. Les perceptions du Québec envers la Chine prennent alors un tournant laïc quand la jeunesse se révolte contre le conservatisme catholique, certains se tournant même vers le maoïsme. L'adoption de l'athéisme maoïste consacre le tournant profane de la Révolution tranquille.

Faut-il voir dans la reconnaissance de la République populaire de Chine un réalisme politique moderne ou bien une occasion révolutionnaire de se défaire d'un passé catholique trop enclin à condamner les idéologies gauchistes? Doit-on percevoir la mutation de l'opinion publique québécoise envers la Chine comme une suite logique de la sécularisation québécoise? Dans quelle mesure la Chine communiste contribue-t-elle au discours politique québécois? La mutation de l'attitude québécoise envers la reconnaissance de la Chine durant la Révolution tranquille constitue un accélérateur du changement politique non seulement au Québec mais aussi au Canada et sur la scène internationale.

Dans le but de situer la mutation politique qui s'accélère durant les années 1960 concernant la reconnaissance de la Chine, un rappel des positions québécoises servira à démontrer l'emprise du clergé sur les opinions internationales du Québec. Les événements importants qui modifient l'opinion publique face à la Chine seront examinés pour ensuite présenter les positions pro-Pékin qui apparaissent durant la période transitoire que l'on pourrait qualifier de «longue marche». En guise de bilan sur la mutation qui s'opère durant les années 1960, la visite de Pierre Elliott Trudeau en Chine comme premier ministre sera aussi examinée pour démontrer qu'une unanimité se dégage sur la reconnaissance diplomatique de la Chine.

Trois périodes distinctes composent les relations sino-québécoises : la première (1858-1949) débute avec le traité de Tianjin qui assure la protection des missions catholiques en Chine, permettant aux Canadiens français de jouir d'un statut privilégié par des traités inégaux puisqu'ils jouissent d'une double protection franco-britannique, l'une en tant que missionnaire catholique, l'autre comme sujet britannique. Relation asymétrique qui reflète la décomposition de l'ordre impérial en Chine et son incapacité à se défendre et à protéger sa souveraineté, cette première période permet la création d'une multitude d'ordres missionnaires québécois qui agiront comme puissant lobby influant sur les relations sino-québécoises.

La deuxième période, celle qui nous préoccupe, pourrait être qualifiée de transitoire ou de flottement car elle représente un changement de garde en plus d'un changement d'attitude. Cette période dure une vingtaine d'années (1949-1970) reflétant une transformation profonde des sociétés québécoise et chinoise. Le quasi-monopole missionnaire sur les relations sino-québécoises s'étiole par la fin du colonialisme mais aussi par la sécularisation du Québec. Ainsi les relations sino-québécoises passent du monopole missionnaire au monopole fonctionnaire. Cette mutation de l'attitude québécoise envers la Chine se produit sur deux décennies : la première débute avec la victoire du communisme en Chine et la déportation de tous les Canadiens français du pays. En nationalisant la religion, le Parti communiste chinois renoue avec une tradition millénaire aliénant le clergé à l'État chinois. Un bureau des religions est créé et tous les clergés doivent s'inscrire pour être reconnus. Les nominations religieuses doivent être approuvées par le Parti communiste et l'Église de Rome devient l'Église patriotique de Chine. De facto, l'influence religieuse sur les relations sino-québécoises s'atrophie devant la souveraineté chinoise bien qu'elle demeure influente au Québec. L'exil des missionnaires de Chine s'étale de 1949 à 1957 et les publications, activités médiatiques et pétitions contre la reconnaissance diplomatique se poursuivent intensément jusqu'en 1961. Dans la deuxième décennie (1961-1970), des voix laïques pour la reconnaissance diplomatique de la Chine prennent de plus en plus d'importance.

Pierre Elliott Trudeau et Jacques Hébert accentuent le débat en publiant *Deux innocents en Chine rouge* aux éditions de l'Homme en 1961. Pamphlet déclencheur d'un débat qui durera dix ans avant que le gouvernement Trudeau reconnaisse la Chine en octobre 1970.

La normalisation des relations (1970-2013) permet l'échange mutuel basé sur la réciprocité de la souveraineté. Aujourd'hui, n'importe qui peut se rendre en Chine et tous les domaines de l'activité humaine sont interpellés dans les relations sino-québécoises. Les premières années de cette période seront également examinées car elles constituent une forme de bilan de l'opinion québécoise envers la reconnaissance diplomatique de la Chine par le Canada. Trudeau se rend à Pékin en octobre 1973 et le consensus politique autour du voyage prouve en quelque sorte que les relations sino-québécoises sont également normalisées.

L'empreinte missionnaire sur les relations sino-québécoises

Tout bascule au lendemain de la victoire communiste en Chine. Les relations internationales sont profondément modifiées et l'alignement géopolitique se creuse par la victoire des communistes chinois : au conseil de sécurité de l'ONU, la présence taïwanaise qui représente la Chine divise les membres en plus d'opposer le monde en développement à l'Occident ; les États-Unis entament leur implication en Indochine en subventionnant le conflit ; la guerre de Corée déclenche un affrontement direct entre la Chine et l'Occident impliquant des soldats canadiens-français ; le tiers-monde, dirigé par Jawaharlal Nehru et sa reconnaissance de la Chine, accentue sa mobilisation pour décoloniser les pays du Sud. La guerre froide qui s'installe et l'hésitation américaine à reconnaître la Chine communiste empêchent Ottawa d'établir des liens diplomatiques avec Pékin. Lorsque la guerre de Corée éclate, les tentatives de reconnaissance effectuées par Chester Ronning, le représentant du Canada en Chine, tombent à l'eau. Du point de vue domestique, la « chasse » aux sympathisants communistes s'effectue par le biais du Maccarthysme qui traque les pro-chinois. Plus spécifiquement au Québec, les ordres religieux, encore très influents, se mobilisent pour éviter la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste.

Il n'est pas surprenant de trouver de la littérature québécoise contre la Chine Rouge, compte tenu du fait qu'une grande majorité des ressortissants canadiens-français étaient des missionnaires catholiques. Les Protestants étaient divisés mais la majeure partie de sa littérature favorisait la reconnaissance de la Chine. The United Church of Canada, à chaque conseil général depuis 1952, demandait la reconnaissance diplomatique de Pékin¹. Selon Mitchell, les missionnaires constituaient le groupe le mieux organisé après les militaires, possédaient une grande quantité de

médiums (périodiques, écoles et maisons d'édition) et pouvaient influencer la population. C'est pourquoi la guerre froide du Québec avait une tonalité religieuse, en associant le communisme à l'athéisme². Elle devait être combattue : «Doux Coeur de Jésus, prenez en pitié mon cher pays, la Chine, et préservez mon cher pays d'adoption, le Canada, des ravages de l'athéisme abrutissant³».

Dans sa thèse de doctorat défendue en 1964 à l'Université McGill, Maureen Appel signale que tous les ordres religieux acceptaient une reconnaissance diplomatique de la Chine dès 1952, sauf les Catholiques⁴. Plusieurs ordres missionnaires établis en Chine publient des périodiques qui ont un impact sur l'opinion publique concernant la reconnaissance diplomatique de la Chine : les missionnaires de l'Immaculée-Conception qui sont implantés en Chine depuis 1909 entament la publication du journal *Le Précurseur* en 1920 ; les Franciscaines et Franciscains arrivent au moment de la révolution républicaine (1911) et débiteront chacun leur publication dans les années 1920 ; les Jésuites s'établissent en Chine en 1918 et publieront deux revues, *Le Brigand* en 1930 et *Relations* en 1941. Le premier concerne exclusivement la Chine tandis que le second constitue un journal de débats sur les affaires mondiales et rejoint l'élite québécoise qui s'informe des relations internationales. Beaucoup d'autres congrégations envoient des missionnaires en Chine : Notre-Dame-des-Anges (1915), les Carmélites (1921), les Petites Sœurs des Pauvres et les Cisterciens (1923), les Sœurs du Précieux Sang et les Ursulines (1924), la Société des Missions Étrangères du Québec avec les Clercs de Saint-Viateur (1925) et les Frères des Écoles Chrétiennes (1935). Ce réseau étendu d'engagement missionnaire en Chine s'implante dans presque toutes les écoles canadiennes-françaises avec leur périodique et génère une diffusion considérable de l'anticommunisme chinois.

Outre les revues missionnaires, plusieurs ouvrages anticommunistes ont été publiés au Québec. Ces publications associent les dangers de «la Chine Rouge» et ses conséquences pour le monde catholique. De toute évidence, la Chine communiste est dépeinte d'un matérialisme dénué de foi spirituelle. Leurs messages étaient clairement un prélude à la rhétorique de guerre froide, dénonçant le communisme comme l'ennemi du monde chrétien. Avant même que le parti communiste chinois prenne le pouvoir, paraît *En mission parmi les Rouges* (Messager Canadien, 1946) d'Antonio Dragon. Cette première publication est suivie par des livres similaires résumant la bataille entre le parti communiste chinois (PCC) et les missionnaires canadiens-français. En 1949, la Ligue anticommuniste de Montréal publie *Que faire en présence de la Chine communiste* de Jean Ho. L'auteur met en garde les dangers du communisme chinois, affirmant qu'il était du devoir des Canadiens d'y résister : «Vous-mêmes, Canadiens, vous vous inquiétez en apprenant que des espions communistes

infectent votre pays»⁵. Jean Ho publie un deuxième ouvrage *Malheureux sort des paysans en Chine communiste* (Institut Véritas, 1951). Dans la même année, Bellarmin publie *Les Communistes et la formation de la jeunesse: analyse d'un manuel* et récidive l'année suivante avec *La Résistance de la Chine catholique*, Bellarmin publie également en 1955 *Démasquer le communisme: le devoir présent*. Des missionnaires font paraître des ouvrages relatant leur détention aux mains des communistes chinois: *Mon témoignage* d'Antonio Bonin (Missions Étrangères, 1955), Armand S. J. Proulx *Mon t'ang-li* (Bellarmin, 1958) et Ferdinand Coiteux écrit la biographie *Martyr à Chefoo: Père Didace Arcand, O.F.M., missionnaire en Chine* (1960). Finalement, c'est l'ouvrage de Léo Paul Bourassa, *Tactiques communistes contre l'Église, l'expérience chinoise* (Éditions de l'Heure, 1962), qui offre un portrait explicite de la nationalisation chinoise de l'église romaine.

Quelques politiciens ont aussi publié des livres avertissant les lecteurs du danger du communisme chinois. Samuel Gobeil, du Parti Conservateur, publie *Le péril communiste* (1953) et Jean Drapeau, futur maire de Montréal, fait paraître *Communisme et Moralité Publique* (1956). Même la littérature populaire se met de la partie; l'agent secret canadien-français IXE-13 de Pierre Saurel combat Taya la reine des communistes chinois! En plus, des émissions de radio comme celles de CKAC, animées par les Chevaliers de Colomb, dénoncent les tentatives de reconnaissance de la Chine⁶. Appuyés par le gouvernement de Duplessis, les missionnaires inondent le ministère des Affaires étrangères du Canada de pétitions contre la reconnaissance diplomatique⁷. Tout au long des années 1950, le lobby missionnaire demeure mobilisé et ce n'est que vers la fin de la décade qu'il fléchit⁸. Encore influent jusqu'à la fin des années 1950, le fléchissement du lobby missionnaire s'explique par la disparition des missions québécoises en Chine et la fin des campagnes de financement de la Sainte-Enfance (ou toute autre campagne d'adoption de «petits Chinois») qui font disparaître la Chine continentale des revues missionnaires. Outre cet outil de propagande affaibli, la sécularisation de la société québécoise, surtout l'élite, accélère le déclin du monopole missionnaire.

Reconnaître la Chine

Plusieurs intellectuels s'opposent au gouvernement duplessiste et proposent la reconnaissance du nouveau régime chinois, mais leur demande s'avère prématurée. Au moment de la Révolution chinoise en octobre 1949, le Québec moderne naissait. *Le Refus Global* venait à peine de paraître et des revues comme *Cité Libre* se joignaient au journal *Le Devoir* et *L'Action nationale* comme contrepoids aux revues missionnaires et à l'autorité cléricale devant la reconnaissance de la Chine communiste. «À cette époque-

là, les autorités en place faisaient plus que froncer les sourcils devant ceux qui osaient afficher de telles audaces⁹».

Les quotidiens québécois adoptent un langage moins idéologique et plus pragmatique envers la Chine communiste. *L'Action Catholique* et *Le Devoir* proposent la reconnaissance tandis que *La Presse* appuie l'attitude attentiste des États-Unis et l'attitude du premier ministre canadien Lester B. Pearson. L'éditorialiste de *L'Action Catholique*, Louis-Philippe Roy écrit :

Nous avouons ne pas comprendre l'obstination de Washington à ne pas vouloir admettre la Chine communiste à l'ONU. Puisque de fait le régime communiste conduit actuellement les destinées de 400 millions d'hommes. Sur ce point, nous trouvons plus logique la position de la Grande-Bretagne qui suggère que, dans l'intérêt de la paix, l'O.N.U. doit rester en contact normal avec cette partie du globe, une des plus peuplées¹⁰.

Gérard Filion, du journal *Le Devoir*, se rend même à Pékin pour participer à une conférence sur la paix pendant la guerre de Corée, en plus d'assister au défilé de la fête nationale en 1952. Filion publie *Rideau de fer ou rideau de préjugés* (Le Devoir, 1953) affirmant qu'il serait préférable de reconnaître Pékin afin d'influer sur le régime. Filion ajoutera dans *L'Action nationale* que :

Tchiang Kai-chek redevient vraiment l'homme de Washington et l'on compte sur lui, sinon pour reprendre pied sur le continent, du moins pour empêcher Pékin de se donner pour l'unique représentant du peuple chinois et de réclamer un siège à l'O.N.U. Malgré l'échange des prisonniers malades et la reprise des pourparlers de Pan Mun Jom, l'attitude de fond de Washington vis-à-vis de la Chine ne paraît pas avoir évolué¹¹.

Cité Libre, dans un long article s'opposant à la guerre de Corée (1950-1953), avance que les États-Unis font erreur en isolant le régime chinois et que le Canada suit aveuglément cette politique peu constructive. *Cité Libre* ajoute dans un éditorial collectif :

L'Occident s'acharne déjà à poursuivre à Formose, en Indochine, en Malaisie et en Iran, la même politique réactionnaire et antinationaliste qui tourna si mal en Grèce, en Chine, en Indonésie et en Corée. Politique trois fois insensée : militairement, économiquement et diplomatiquement [...] Quant à la politique diplomatique qui semble guider l'Occident, elle tient de la fantasmagorie et du cauchemar. L'incompréhension dont on fit preuve à l'égard des Asiatiques n'a d'égal que le mépris qu'on afficha à l'endroit de leurs aspirations légitimes¹².

Pendant que René Lévesque, comme correspondant à Radio-Canada, nous informe de la ténacité des Chinois à protéger leur souveraineté pendant la guerre de Corée¹³, André Laurendeau de *L'Action nationale* souligne qu'il serait préférable de reconnaître le régime chinois afin d'instaurer un dialogue avec Pékin. Il affirme que les relations extérieures ne doivent pas

s'aligner sur l'idéologie mais bien sur le réalisme politique et sur le fait qu'un régime communiste est bel et bien en place sur le continent asiatique :

Les Canadiens n'ont pas encore cédé à l'hystérie [Maccarthysme] qui saisit leurs voisins, mais une peur morbide s'empare de quelques-uns d'entre eux et ils voudraient faire de cette peur une loi de politique extérieure. Pour eux, parler de reconnaître la Chine de Mao Tsé-toung, c'est se déclarer traître aux pays et à la religion; se rendre à Moscou pour une conférence économique, c'est pactiser avec le diable; accepter l'idée d'un échange d'étudiants avec les Russes, c'est vendre la chrétienté et introduire des espions au Canada¹⁴.

L'attitude des intellectuels canadiens-français au sein de ces journaux et revues révèle deux éléments fondamentaux. D'abord dans le domaine des relations internationales, elle propose le dialogue avec la Chine communiste plutôt que la confrontation. L'idée qu'une reconnaissance diplomatique garantisse une légitimité au régime, engendre *de facto* sa présence à l'ONU. Il faut se rappeler que la création récente de l'ONU en 1945 s'avère une organisation fragile et l'exclusion de la Chine (et l'Inde) démontre un ordre mondial reliquat du colonialisme historique. L'exclusion du pays le plus peuplé de la terre s'avère une aberration pour plusieurs, notamment pour l'URSS, un allié stratégique et idéologique de la Chine communiste, qui boycotte la séance du Conseil de sécurité octroyant à Tchang Kai-shek et la Chine nationaliste (Taiwan), la représentation chinoise au sein du Conseil. Depuis 1950 se tiennent des votes sur la représentation chinoise à l'ONU et le bloc de l'Ouest, mené par les États-Unis en temps de guerre froide, a toujours résisté à l'inclusion de la Chine au sein de l'ONU, jusqu'au moment où le Canada change sa position en 1970 et appuie l'admission de Pékin. Ces intellectuels canadiens-français étaient donc du bon côté de l'Histoire car ils ont proposé un discours dissonant au Maccarthysme au moment où la Chine communiste devint une réalité. Son inclusion au sein de l'ONU sera retardée d'une vingtaine d'années par crainte idéologique et non pas par une analyse objective de ce qui constitue le gouvernement légitime de la Chine.

L'attitude des intellectuels canadien-français envers la Chine communiste touche également la transformation du discours politique domestique. Ceux et celles qui prônent la reconnaissance de Pékin dans les années 1950 favorisent une sécularisation de l'État duplessiste ou du moins une orientation plus laïque de l'État. Compte tenu que les relations internationales sont le reflet des réalités domestiques, dialoguer avec l'ennemi communiste, même chinois, c'est reconnaître la légitimité de son existence. En ce sens, les États-Unis qui entament la chasse aux sorcières avec le Maccarthysme sont cohérents dans leur politique de *containment* chinois. La guerre de Corée et du Vietnam en sont des preuves éloquentes et la diver-

gence canadienne-française envers cette dernière guerre reflète la mutation sociopolitique qui s'opère dans les années 1960 tant au Québec qu'aux États-Unis. Puisque la Révolution tranquille sécularise l'État québécois, la Chine apparaît non plus comme un ennemi idéologique à combattre mais plutôt comme un pays avec qui il serait possible d'engager la discussion.

Sécularisation des relations sino-québécoises

Dans l'arène internationale, le conflit sino-soviétique démontre que le bloc communiste est divisé et moins fort qu'il ne le paraît¹⁵ ; la Chine entre dans une période de grand isolement caractérisée par la Révolution culturelle ; elle se limite à défendre ses voisins méridionaux (Vietnam, Laos, Cambodge) des Américains et guerroye avec l'Inde en 1962, sans oublier ses conflits frontaliers avec l'URSS, le Japon et Taiwan. Les États-Unis dictent encore les relations sino-canadiennes, du moins, jusqu'à temps que Nixon entame un retrait militaire du Vietnam en 1970. Au Québec, la Révolution tranquille apporte un changement fondamental dans pratiquement toutes les sphères sociales. Plusieurs événements accélèrent la route vers la reconnaissance de la Chine communiste : la parution de *Deux innocents en Chine rouge* (1961), la reconnaissance de la Chine par la France (1964), le phénomène de la décolonisation et l'émergence de la nouvelle gauche maoïste, la création d'un ministère des Relations internationales en 1967 pour l'avènement de l'Expo 67 et l'arrivée de Pierre Elliott Trudeau au pouvoir.

Depuis l'établissement de la Chine communiste en 1949, *Cité Libre* a toujours proposé de reconnaître le régime chinois. Vocabulaire pendant la guerre de Corée, *Cité Libre* évoque que rarement la reconnaissance diplomatique de la Chine dans les années subséquentes puisque l'intensité du *containment* américain envers Pékin ne permet pas de dissidence au plus fort de la guerre froide (1949 à 1970). Néanmoins, une bonne partie du comité de rédaction de la revue sera invitée à se rendre en Chine dans le cadre d'un voyage visant à maintenir des relations extérieures avec le monde. Jacques Hébert, Pierre Elliott Trudeau et Micheline Legendre se rendent en Chine en septembre 1960 pour un voyage de quelques semaines organisé par le gouvernement chinois. *Cité Libre* publie des reportages de Jacques Hébert¹⁶ sur son voyage et Gérard Pelletier et Adèle Lauzon en profitent pour proposer la reconnaissance diplomatique de la Chine de nouveau. Gérard Pelletier propose de mettre fin au *containment* chinois et ouvrir le dialogue avec Pékin :

Quand l'Occident refuse de traiter avec l'URSS et la Chine, est-ce ces deux peuples qu'il isole ou bien lui-même ? Et du point de vue des martyrs, est-il bien assuré que le refus de reconnaître la Chine constitue le meilleur moyen d'y protéger les chrétiens ? Est-il certain que la reconnaissance de Mao (non une approbation de son régime mais la reconnaissance du pays qu'il gouverne) constituerait une trahison ?¹⁷

La journaliste et reporter Adèle Lauzon ajoute :

Mais cette défaite, M. Khrouchtchev l'a probablement annulée par sa violente colère contre le refus américain d'admettre la Chine populaire à l'ONU. Qu'il mette ou non à exécution sa menace de fonder une nouvelle organisation internationale, il reste qu'en continuant d'appuyer une politique aussi anachronique que la non-reconnaissance de la Chine nous nous isolons des nations les plus peuplées du monde qui elles, considèrent depuis longtemps que la Chine communiste est une réalité avec laquelle il faut compter¹⁸.

Le livre *Deux Innocents en Chine rouge* s'avère une déception pour la plupart de ceux et celles qui commentent cette publication. Le jésuite Rosario Renaud critique le tourisme «aveugle» de Trudeau et Hébert en débutant sa chronique dans *Relations* par «Heureux qui, comme Ulysse, ont fait un beau voyage¹⁹». Renaud reproche aux voyageurs le manque de critique face au régime et à la façon avec laquelle il traite la religion. Micheline Legendre, qui fait partie du groupe de Canadiens français qui visite la Chine avec Trudeau, sera encore plus cinglante envers son ancien collègue de *Cité Libre* :

Je ne sais pas ce qu'en pensent mes autres compagnons de voyage, mais pour ma part, je n'admets pas ce ton badin, ces multiples précautions qu'on retrouve tout au long du volume. Je me dissocie de l'attitude de nos auteurs : je ne veux pas qu'ils soient considérés comme mes porte-parole, ni par mes hôtes chinois, ni par les lecteurs canadiens [...] *Innocents* ou pas, ils accaparent un peu trop à mon gré le premier plan, à tel point, qu'à la lecture, on les voit beaucoup plus que... les 650 millions de Chinois. (Cet égocentrisme, serait-ce un cas de fatuité ou une échappatoire ?)²⁰.

Seul, Louis Martin du journal *La Presse*, offre une critique positive du livre bien qu'il remarque «chez Trudeau et Hébert, à peine esquissées, ou implicites, ou encore nous voyons de telles réticences s'amorcer chez nous à l'occasion de légers accrochages : une statistique, une affirmation un peu forte qu'on veut faire avaler aux voyageurs récalcitrants [...] Le petit livre de Trudeau-Hébert est nécessaire : il remet en cause sans avoir l'air d'y toucher, des notions trop simples²¹».

Au début de 1964, la France et la Chine annoncent la normalisation de leur relation. Cette reconnaissance diplomatique fait couler beaucoup d'encre dans les médias québécois et tous en font la une. *Le Devoir* annonce la nouvelle comme étant un des événements diplomatiques les plus importants de l'après-guerre²². Les éditorialistes de différents journaux appuient la décision française et demandent si le gouvernement canadien en fera autant. André Patry souligne que la «décision française est inattaquable» et que la reconnaissance du régime de Pékin milite en faveur de la paix universelle²³. Gilles Boyer du journal *Le Soleil* affirme que le geste de Charles de Gaulle aura comme effet de rapprocher l'échéance du vote

canadien en faveur de la reconnaissance de Pékin au prochain vote à l'ONU²⁴. Le spécialiste français de la guerre froide, André Fontaine, signe trois grands textes dans *Le Devoir* pour expliquer la position française²⁵. Des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures du Canada ainsi que son ministre Paul Martin proposent de suivre l'exemple français qui tracerait la voie vers la reconnaissance diplomatique par le Canada²⁶. Dans le communiqué de presse, la France laisse sous-entendre qu'elle pourrait maintenir ses relations avec le régime de Taiwan. Implicitement, cela voulait dire qu'il y aurait une Chine et une Taiwan. L'espoir de maintenir des liens avec Taiwan sera définitivement anéanti lorsque le gouvernement chinois annonce que seule une politique de Chine unique est acceptable. Pour le Canada, ces conditions sont prématurées.

La normalisation des relations entre la France et la Chine génère une intensification des relations franco-chinoises. Plusieurs intellectuels et écrivains (Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Jean Chesneaux, Jean-Luc Godard, Michel Foucault, André Malraux, Paul Ricoeur, Maria-Antonietta Macciocchi) se laissent séduire par la révolution chinoise et les scissions au sein des partis communistes belge et français donnent naissance au mouvement maoïste²⁷. Ce mouvement politique participe pleinement aux événements de Mai 1968, apogée de la révolte des jeunes baby-boomers. Jean-Philippe Warren indique que l'influence américaine des *campus unrest* (guerre du Vietnam, lutte des droits civiques, etc.) influence davantage le mouvement étudiant au Québec que mai 1968 en France²⁸. Néanmoins, le maoïsme tel quel, d'inspiration française par sa littérature, apparaît au collège Mont-Saint-Louis dès mars 1967²⁹.

Au Québec, plusieurs revues révolutionnaires apparaissent et introduisent le concept de décolonisation, utilisé à profusion par la suite comme l'attestent de nombreuses publications portant sur la situation « coloniale » du Québec : la revue *Liberté*, où Hubert Aquin fait connaître le *Portrait du colonisé* (1957) d'Albert Memmi qui paraît aux éditions du Bas-Canada en 1963 sous les presses de Raoul Roy, éditeur de *La Revue socialiste* et des *Cahiers de la décolonisation*. *Parti pris* publie un numéro spécial intitulé *Portrait du colonisé québécois* (1964)³⁰; Charles Gagnon, secrétaire général du groupe *En lutte!*, mentionne que les rédacteurs de *Parti pris* « avaient inventé le “nouveau nationalisme”, supposé, comme dans les colonies, être porteur de progrès social³¹ ». Gagnon deviendra un leader du mouvement maoïste au Québec proposant la Chine comme modèle révolutionnaire. Il va sans dire que ces maoïstes furent très romantiques et peu connaisseurs de la véritable situation en Chine mais leur dévouement envers la révolution chinoise est le symptôme d'une sécularisation, pour ne pas dire une sinisation, des relations sino-québécoises. Idéaliser un régime révolutionnaire, athée et marxiste s'avère un changement radical.

D'autres éléments contribuent à rapprocher la Chine communiste du Québec. Des campagnes de commémoration du travail du docteur Norman Bethune à l'hôpital Royal Victoria se mettent en branle en 1952 mais sont rapidement abandonnées compte tenu du contexte politique. Dix ans plus tard, des amis de Bethune, avec Hazen Sise en tête, s'adressent de nouveau à la Commission des lieux et monuments historiques du Canada pour essuyer plusieurs refus. Pendant ce temps, Donald Brittain et Adam Symansky tournent un documentaire sur Bethune en 1964 à l'Office national du film. Lorsque survient la Grande révolution culturelle en Chine, des milliers de Québécois découvrent cet homme cité par Mao dans son petit livre rouge. Pierre C. O'Neil du journal *La Presse* avoue l'avoir découvert après la lecture du petit livre rouge. Dans une sous-section intitulée *Silence*, l'auteur s'interroge sur le « silence historique » autour de ce médecin : [N]ous ne le connaissons pas parce qu'il est un homme de gauche et que s'est faite, autour de son nom, une scandaleuse conspiration du silence qu'il reste encore à briser³². Bethune deviendra de plus en plus connu, une librairie prendra son nom et même des chansons (endiscuées) francophones seront enregistrées en son honneur.

On entend souvent l'idée que le Québec s'ouvre au monde à l'Expo 67. Curieux d'imaginer une ouverture aussi instantanée dans une visite de l'Île Sainte-Hélène mais on peut comprendre l'intérêt que cette exposition suscitait. La création du ministère des Relations internationales accueillait plus d'une cinquantaine de dignitaires originaires de tous les continents. Néanmoins, un absent de taille permettait de ramener la question de la reconnaissance officielle de la Chine. Lorsque les invitations furent lancées en novembre 1963, Taiwan (au nom de République de la Chine) fut le 17^e pays à confirmer sa présence³³. Aucune invitation ne fut envoyée à Pékin, prétextant que seuls les pays avec lesquels le Canada entretenait des relations diplomatiques pouvaient y assister.

Il y a eu de grands absents à l'Expo [...]. Absence plus importante encore, celle de la Chine communiste... On a donné comme excuse officielle que le Canada ne reconnaissait pas officiellement Pékin, la Chine rouge ne pouvait être invitée par les voies diplomatiques normales. Ceci pouvait paraître curieux à ceux qui avaient remarqué que le manque de voies diplomatiques n'avaient (sic) pas empêché le Canada de vendre à la Chine pour quelques centaines de millions de dollars de blé³⁴.

Dans les brochures de l'Expo, des explications sur l'absence de la Chine communiste furent inscrites et chaque passage se référant à la Chine indique qu'il s'agit de la Chine nationaliste (et non communiste). Le pavillon chinois, qui avait brûlé un mois avant l'ouverture de l'Expo, était représenté par Taiwan dont une bonne partie de la communauté chinoise de Montréal était fidèle et membre de la société Hong Men, proche du Guomindang de Tchang Kai-shek. Selon Pu-shih Thomas Hsu, les communautés

de Montréal et Toronto étaient plus à gauche que leurs compatriotes de Vancouver³⁵. Vers la fin des années 1960, la communauté chinoise de Montréal se divise sur la reconnaissance du régime communiste de Pékin et la société Hong Men de Montréal, traditionnellement proche du Guomindang, favorise finalement la reconnaissance de la République populaire de Chine (RPC). Cela contraste avec les manifestations de la communauté chinoise de Montréal lors de la reconnaissance diplomatique de la France en 1964³⁶.

Lorsque Trudeau s'apprête à succéder à Lester B. Pearson comme chef du parti Libéral, une reconnaissance implicite de la Chine communiste figure comme une promesse électorale de Trudeau en 1968, en plus d'indiquer que cette reconnaissance sera effectuée durant son mandat. Depuis l'établissement de la Chine communiste jusqu'en 1970, aucun pays sauf les États-Unis n'avait suscité autant d'interventions au parlement canadien³⁷. Au lendemain de l'absence de la Chine à *Terres des Hommes*, la reconnaissance diplomatique de la Chine sert à relancer le service extérieur du Canada dans son plein essor³⁸. Au mois de mai 1968, Jules Léger, ambassadeur du Canada en France prend rendez-vous avec le directeur d'Asie-Océanie, Étienne Manac'h du Quai d'Orsay pour s'enquérir des modalités de la reconnaissance française de la Chine effectuée en 1964³⁹. Des négociations plus ou moins secrètes s'ouvrent à Stockholm à l'été 1969⁴⁰, année où l'Assemblée générale de l'ONU refuse l'admission de la RPC (56 pour, 48 contre et 21 abstentions). À la mi-septembre 1969, l'Institut canadien des affaires internationales et le Centre d'études de politiques étrangères de Paris tiennent un congrès au Lac Beauport sous le thème de la politique extérieure de la Chine⁴¹. En juin 1970, l'écriture du Livre blanc sur la politique extérieure affirme qu'une approche différente envers la Chine est nécessaire. Un des points qui achoppent concerne le statut de Taiwan. Finalement, la formulation canadienne concernant la question taïwanaise s'avère la meilleure disponible⁴². Le Canada «prend note que Taiwan fait partie intégrante de la Chine» et annonce le 13 octobre 1970 l'établissement de relations diplomatiques. Cette formulation sera réutilisée par une trentaine de pays. Puis, en 1971, dans un vote de 76 à 35 et 17 abstentions, la République populaire de Chine est admise à l'ONU et à son Conseil de Sécurité.

Octobre 1970

Non ce n'est pas le début d'une chronique sur le FLQ bien que, comme nous le verrons, des liens avec la Chine sont présents. La journée même où Trudeau lance son *Just watch me*, Jean Pellerin, de *La Presse*, rappelle que «[p]ar une singulière ironie, la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste par le Canada est annoncée au moment où un terrorisme

soi-disant d'inspiration maoïste fait des siennes au Québec [...] En dehors de quelques éléments réactionnaires, la plupart des Canadiens se réjouissent de l'initiative d'Ottawa⁴³ ». En cette journée du 13 octobre 1970, les unes des quotidiens (pli du dessus) titrent sur le mélodrame de l'unité nationale, et, en toile de fond, les enlèvements de James Richard Cross et de Pierre Laporte par le Front de Libération du Québec (FLQ). Sur le pli du bas ou dans la deuxième page, figure la nouvelle, issue des agences de presse, sur l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et le Canada. *Le Devoir* fera paraître une citation de Mao : « La politique est une guerre sans effusion de sang, la guerre est une politique sanglante⁴⁴ ».

Les réactions favorables de l'association des manufacturiers du Canada⁴⁵ à la reconnaissance de la Chine communiste laissent miroiter des débouchés commerciaux bien que le Québec n'exporte que très peu en Chine. En 1969, la valeur totale des exportations québécoises vers la Chine s'élevait seulement à 1985750 \$ sur un total de 163 millions d'exportations canadiennes dont l'essentiel était composé de blé. Le commerce bilatéral entre le Québec et la Chine est donc très marginal et l'ouverture de la Chine apparaît comme un outil de développement commercial.

Le Soleil du 15 octobre est le journal qui offre le reportage le plus complet sur la reconnaissance diplomatique de la Chine. Plus d'une page entière est consacrée aux multiples dimensions que la reconnaissance implique. Les réactions de l'étranger, surtout de l'URSS et les États-Unis, ce qu'en dit le *Quotidien du Peuple* en Chine, la place de la Chine à l'ONU et le sort de Taiwan, ainsi que l'aménagement de l'ambassade canadienne à Pékin sont abordés. Il est même rapporté que René Matte, député fédéral de Champlain (créditiste), demande en Chambre si l'annonce de la reconnaissance a été influencée par les activités Front de Libération du Québec ? Dans son éditorial, Gilles Boyer reconnaît que :

Le Canada n'a pas les mêmes raisons que les États-Unis de persister dans son refus de reconnaître le régime de Pékin. En Chine, les États-Unis, jusqu'en 1949, soutenaient le régime de Chang Kai-shek, dans sa lutte contre le communisme [...] Le Canada, lui, n'a cessé de manifester des réticences à cette thèse. Ainsi, dès 1955, le premier ministre Saint-Laurent commençait à faire allusion, après un voyage autour du monde, à l'éventualité d'une reconnaissance de la Chine communiste par notre pays. En 1958, le ministre conservateur des Affaires extérieures, M. Sidney Smith, y songeait également. M. Paul Martin, également ministre des Affaires extérieures, et l'ancien ministre Pearson firent aussi des déclarations dans le même sens⁴⁶.

Les journaux notent que les États-Unis s'attendaient à la reconnaissance canadienne de la Chine puisqu'Ottawa avait informé des Américains du déroulement des négociations à Stockholm⁴⁷. Paul Sauriol du journal *Le Devoir* explique pourquoi ce fut si long avant de reconnaître la Chine communiste :

Durant les années suivantes, d'autres arguments furent invoqués pour justifier le même ostracisme [Maccarthysme], notamment l'invasion du Tibet par les forces chinoises et le refus de Pékin de renoncer à l'usage de la force dans le détroit de Formose [...] Il y a un peu plus de trois ans, M. Pearson, alors premier ministre, affirmait que la Chine continentale était au bord du chaos et de l'anarchie. M. Paul Martin qui était ministre des Affaires extérieures, disait de son côté que les relations officielles avec un pays où l'autorité divisée entre les factions rivales n'aurait guère de signification ou d'efficacité. L'arrivée de M. Trudeau a marqué un changement, et durant sa campagne électorale de 1968, il parle de négociations avec Pékin⁴⁸.

Claude Turcotte, de *La Presse*, convient de l'importance de reconnaître la Chine mais laisse beaucoup de place à ceux qui s'y opposent. Réal Caouette du parti Crédit Social, trouve illogique de reconnaître des maoïstes pendant que le pays est aux prises avec « des révolutionnaires, selon lui, qui se sont inspirés de méthodes appliquées en Chine ou en Russie. Sur ce, Mitchell Sharp [ministre des Affaires extérieures du Canada] précise que le gouvernement canadien ne croit pas que l'établissement de liens diplomatiques avec Pékin va encourager et développer les mouvements radicaux au Canada. Le gouvernement canadien s'attend, a-t-il dit, que la Chine respecte les convenances internationales⁴⁹ ». *La Tribune* de Sherbrooke également se réjouit de la reconnaissance diplomatique mais cite également Caouette qui est « complètement renversé et bouleversé de voir tous les côtés de la Chambre applaudir une déclaration qui reconnaît le gouvernement communiste en Chine⁵⁰ ». Pour *La Tribune*, la première conséquence de la reconnaissance canadienne envers la Chine sonne le glas de la reconnaissance de Taiwan à l'ONU⁵¹. Un autre éditorial indique que la reconnaissance canadienne poussera les États-Unis à faire de même.

Également, la reconnaissance canadienne et les reconnaissances qui suivront par d'autres gouvernements occidentaux affaibliront la position de Formose (Chine nationaliste) dans le Tiers-Monde. Le gouvernement de Taiwan compte actuellement plus d'ambassades en Afrique que le régime de Pékin mais cette situation pourrait se renverser si les pays occidentaux considéraient le gouvernement de Pékin comme le seul représentant légitime de la Chine⁵².

Le Soleil n'est pas le seul à anticiper la réaction américaine et son désir de normaliser ses propres relations avec Pékin. Pierre O'Neil de *La Presse* souligne également que les États-Unis font cavalier seul dans leur obstination à ne pas reconnaître la Chine communiste⁵³.

Normalisation des relations sino-québécoises

Trois années s'écouleront entre la reconnaissance officielle de la Chine communiste et la première visite d'un premier ministre canadien en Chine. Lorsque Trudeau s'y rend en octobre 1973, tous les acteurs politiques

adoptent une attitude qui ne laisse plus aucun doute. La normalisation des relations entre le Canada et la Chine fait l'unanimité, même chez les partis très à droite comme le Crédit Social, et tous sont d'accord pour établir des relations diplomatiques avec la Chine.

Le voyage de Trudeau fut précédé par des préparatifs protocolaires et des voyages dans différents secteurs. Le premier voyage préparatoire d'un ministre canadien sera effectué par Jean-Luc Pépin à l'été 1971⁵⁴. Ce ministre de l'Industrie et du Commerce est le premier dignitaire canadien à se rendre en Chine communiste⁵⁵. Un message de Zhou Enlai est transmis au peuple canadien insistant sur la paix dans le monde⁵⁶ mais Cyrille Fecteau de *La Presse* ne se fait pas d'illusion sur le poids qu'exerce le Canada auprès de la Chine⁵⁷. Par contre, Gilles Boyer du *Soleil*, y voit « une nouvelle étape sur la voie qui devrait permettre à Pékin de sortir de son l'isolement⁵⁸ ». D'autres voyages en Chine sont organisés dont celui d'une délégation canadienne à une exposition commerciale en 1972. Des équipes de ping-pong, de hockey et de volley-ball sont aussi envoyées. Juste avant l'arrivée de Trudeau en octobre 1973, Jeanne Sauvé, ministre d'État à la Science et à la Technologie, visite plus de 16 instituts d'enseignement en Chine pendant 17 jours et assiste au défilé du 1^{er} octobre 1972⁵⁹. À l'occasion du voyage de Trudeau en Chine, *Le Soleil* publie des reportages sur ce pays dont un article sur l'avortement qui « est libre et légal, mais qui ne constitue pas pour les Chinois un substitut à la contraception⁶⁰ ». Comme de quoi, la Chine peut apparaître révolutionnaire sans doctrine maoïste⁶¹.

Trudeau part pour la Chine le 7 octobre 1973 avec une cinquantaine de journalistes⁶² et deux couples de castors⁶³. Donald Doyle du *Soleil* souligne : « Jadis on en parlait comme un projet lointain, tandis qu'aujourd'hui on entre dans le réel⁶⁴ ». Après un arrêt à Tokyo, le groupe atterrit à Pékin où l'on évoque la possibilité d'une rencontre Mao-Trudeau⁶⁵. Claude Turcotte du journal *La Presse* écrit « Trudeau, le bohémien en Chine en 1949. Trudeau l'un des "deux innocents en Chine" en 1960. Trudeau, le premier ministre en Chine en 1973⁶⁶ ». Les médias québécois soulignent une première internationale dans les annales de la diplomatie canadienne puisque tous les pourparlers se font en trois langues (chinois, anglais et français) et ce, même dans la rédaction des menus pour les correspondants⁶⁷. Dans le but d'accroître et diversifier les exportations canadiennes en Chine, un cadeau inusité est présenté. En tablant sur la réputation de Bethune en Chine, une table d'opération portable est offerte aux Chinois voulant ainsi démontrer que le Québec (et le Canada) n'exporte pas seulement des ressources primaires mais aussi de la haute technologie⁶⁸. Zhou Enlai servira d'hôte à Trudeau s'entretenant plusieurs heures sur des sujets internationaux :

La cordialité de la réception de Chou [Zhou] Enlai au premier ministre Trudeau est une manifestation tangible de ce qu'une moyenne puissance comme le Canada a pu faire

pour intégrer la Chine dans la communauté des nations.[...] Ce séjour du premier ministre canadien en Chine couronne les efforts entrepris par notre pays, il y a quelques années, en vue de faire rentrer le gouvernement de Pékin dans le circuit des relations internationales. Encore une fois, il s'agit d'une contribution positive dans la meilleure tradition de la diplomatie canadienne pratiquée depuis la fin de la dernière guerre: prévenir et éteindre les conflits là où ils s'élèvent dans le monde. Le Canada tâche d'appliquer cette politique de conciliation chez lui entre ses deux grandes nationalités et à l'étranger entre peuples et idéologies différentes⁶⁹.

Après avoir conclu une entente commerciale, des arrangements consulaires inédits pour les familles chinoises séparées depuis 1949⁷⁰, un accord dans le domaine médical (acupuncture) et des échanges culturels et sportifs est signé; le voyage de Trudeau est unanimement perçu comme une réussite car il a aussi pu aussi rencontrer le président Mao Zedong⁷¹. À son retour de Chine, Trudeau soutient devant la Chambre des Communes que reconnaître la Chine fut la bonne décision, bien que « [Réal] Caouette n'apprécie pas que Trudeau vante les mérites de la révolution chinoise⁷² ». *Le Soleil* rapporte: « [c]omme il fallait s'y attendre, ses propos [Trudeau] ont été accueillis avec passablement de satisfaction par les trois partis de l'Opposition: ces derniers, ont, règle générale, reconnu le fait que la délégation dirigée par M. Trudeau s'est, en définitive, passablement bien tirée d'affaires en Chine⁷³ ». Guy Cormier, en éditorial à *La Presse*, ajoute que Trudeau fut tellement emballé par la Chine qu'il devra revenir chez lui un jour ou l'autre:

Dans certains milieux, on a déjà commencé à reprocher à M. Trudeau un excès de ferveur dans ses propos sur la Révolution chinoise. Le fait est qu'il a parlé avec enthousiasme. Naturellement préoccupé par le problème permanent de l'unité nationale au Canada, il a paru épaté par l'unanimité qui règne en Chine. Épaté des résultats ou séduit par des moyens qui restent absolument incompatibles avec le style traditionnel de nos démocraties occidentales? Il lui revient d'éclairer notre lanterne⁷⁴.

Conclusion

Le long processus de la reconnaissance diplomatique de la Chine par le Canada a été marqué par le refus américain de reconnaître la Chine communiste et par la résistance des catholiques canadiens-français. Pendant plus de vingt ans, la Chine s'est retrouvée isolée, ayant peu de contacts avec le monde extérieur, elle demeurait difficilement accessible.

C'est aussi pendant cette période que s'opère la transition séculaire du Québec qui donnera naissance à une étatisation des relations sino-québécoises. Autrefois contrôlées presque uniquement par les missionnaires, les relations sino-québécoises se sont développées au gré de l'ouverture chinoise à laquelle ils ont contribué. Dans ce contexte, les années 1960 ont été porteuses d'une mutation profonde de la sinophilie québécoise. Cette

période transitoire de la reconnaissance a eu un impact sur les relations internationales puisque les acteurs du changement émanaient de l'environnement politique du Québec. Trudeau ne serait pas devenu sinophile sans le contexte missionnaire québécois rattaché à la Chine. Il fut également le premier à appliquer le principe d'une seule Chine sur la scène internationale en refusant que Taiwan s'identifie à la République de Chine aux jeux olympiques de Montréal (1976).

Sans vouloir exagérer l'impact de la longue marche du Québec vers l'acceptation de la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste, il va de soi que la sinophilie québécoise est au centre des transformations politiques en relations internationales et non pas en périphérie.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. John W. Holmes, *The Better Part of Valour: Essays on Canadian diplomacy*, Toronto, McClelland and Stewart, 1970, p. 212.
2. Peter M. Mitchell, «The Missionary Connection», dans Paul M. Evans and Michael B. Frolic, *Reluctant adversaries: Canada and the People's Republic of China, 1949-1970*, Toronto, University of Toronto Press, 1991, p. 20.
3. Jean Ho *Malheureux sort des paysans en Chine communiste*. Montréal: Institut Veritas, 1951, p. 24.
4. Maureen Appel, «Canadian Attitudes to Communist China», thèse de doctorat, Université McGill, 1964, p. 173.
5. Jean Ho, *Que faire en présence de la Chine communiste*, Montréal, Éditions de la ligue anti-communiste, 1949, p. 4.
6. Antonio Milot, *Le communisme reste toujours d'actualité, Les Chevaliers de Colomb de la Province du Québec et le Communisme*, Saint-Jean, Édition du Richelieu, 1953, p. 34.
7. John Holmes et Jean-René Laroche, «Le Canada et la guerre froide», dans Paul Painchaud (dir.), *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1977, p. 287.
8. Stephen Beecroft «Canadian Policy towards China», dans *Reluctant Adversaries: Canada and the People's Republic of China, 1949-1970*, dans Evans et Frolic, p. 56. Voir également Public Archives Canada. St Laurent papers, MG2GL, vol. 220, file U-25-8. Beecroft souligne que les missionnaires catholiques ont continué à faire pression et inondé Ottawa de pétitions jusqu'en 1957, notamment lorsque le premier ministre canadien Louis Saint-Laurent rencontre Jawaharlal Nehru lors d'un voyage en Inde et évoque la possibilité de reconnaître le régime chinois.
9. Cyrille Felteau, «M. Trudeau en Chine», *La Presse*, 10 octobre 1973.
10. *L'Action Catholique*, 11 décembre 1950.
11. Gérard Filion, «Peut-on détacher la Chine de la Russie?», *L'Action nationale*, mai 1953, p. 1.
12. «Positions sur la présente guerre», *Cité Libre*, vol. I, no. 3 (1951), p. 6-7.
13. René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec Amérique, 1986, p. 149.

14. André Laurendeau, «L'intolérance est-elle une denrée exportable», *L'Action nationale*, vol. XXXIX, no. 4, mai 1952, p. 322.
15. J.-Ivan Guay, «Le conflit sino-soviétique affecte-t'il (sic) le Québec?», *Cité Libre*, vol. VX, no. 64, février 1964, p. 18.
16. Jacques Hébert, «Notes sur la Chine», *Cité Libre*, vol. XI, no. 34, décembre 1960, p. 11-13.
17. Gérard Pelletier, «Si tu veux la Paix, il faut la faire», *Cité Libre*, vol. XI, no. 27, mai 1960, p. 20.
18. Adèle Lauzon, «Essayer de comprendre», *Cité Libre*, vol. XI, no. 31, novembre 1960, p. 29.
19. Rosario Renaud, *Relations*, no 250, octobre 1961, p. 290.
20. Micheline Legendre, «Deux innocents en Chine rouge», *Liberté*, vol. 3, n° 3-4, (15-16) 1961, p. 660-662.
21. Louis, Martin. «La Chine. Visible de la planète Mars, et invisible de notre planète», Littérature Beaux-arts, *La Presse*, 15 avril 1961.
22. «L'accord Paris-Pékin fait la manchette dans le monde entier», *Le Devoir*, 28 janvier 1964.
23. André Patry, «La reconnaissance de Pékin ou la diplomatie de dialogue», *Le Devoir*, 29 janvier 1964.
24. Gilles Boyer, «Reconnaissance du régime de Pékin», *Le Soleil*, 30 janvier 1964.
25. André Fontaine, «La reconnaissance de Pékin par la France», *Le Devoir*, 24, 25 et 26 janvier 1964.
26. «Ottawa votera probablement en faveur de l'admission de la Chine rouge à l'ONU», *La Tribune*, 28 janvier 1964.
27. Christophe Bourseiller, *Les maoïstes: La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Points, 2008.
28. Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie: Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008, pp 85-89.
29. Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde: Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2007, p. 76.
30. Notons également les ouvrages *Le Québec est-il une colonie?* de Raymond Barbeau (1962) et le livre d'André D'Allemagne *Le colonialisme au Québec* (1966).
31. Charles Gagnon, «Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1 (automne 2004), p. 45.
32. Pierre C. O'Neil, «Célébré en Chine par Mao, un médecin montréalais demeure inconnu chez lui», *La Presse*, 10 octobre 1970.
33. Bryan Mac Donald, *La conception de l'Expo 67: le projet de la Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de Montréal*, mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, UQAM, 2005, 113 p.
34. Robert Fulford, *Portrait de l'Expo*, trad. Massue Belleau, Montréal, Maclean-Hunter, 1968, p. 192.
35. Pu-shih Thomas Hsu, «The Chinese-Canadian Presses' Coverage of Canada's recognition of the People's Republic of China and its effects on the Vancouver Chinese Community, 1968-1972», thèse de maîtrise, Simon Fraser University, 2005, p. 40.
36. «Protestations des Chinois du Canada», *La Tribune*, 30 janvier 1964.

37. Paul Evans, «Responding to Global China, Getting the Balance Right», *La politique étrangère du Canada*, vol. 14, no. 2, 2008, p. 132.
38. Mary Halloran, John Hilliker et Greg Donaghy, *The White Paper Impulse: Reviewing Foreign Policy under Trudeau and Clark*, Historical Section, Foreign Affairs Canada, conférence présentée à l'Association canadienne de science politique, 2005, <http://www.cpsa-acsp.ca/papers-2005/Halloran.pdf>.
39. Bernard Krouck «La normalisation des relations entre le Canada et la République populaire de Chine vue par les diplomates français (1968-1970)», *Études internationales*, vol. 35, n° 2, 2004, p. 339-360.
40. Edmonds, Robert, «Canada's recognition of the People's Republic of China: The Stockholm negotiations 1968-1970 », *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 5, n° 2, 1998, p. 201-217.
41. Paul Tessier, «Le rôle du Québec dans l'ensemble des relations commerciales canado-chinoises reste marginal», *Le Soleil*, 14 octobre 1970.
42. Aileen McCabe, «Decision to recognize China a watershed moment for Canada and the People's Republic» *Postmedia News*, 9 octobre 2010.
43. Jean Pellerin, «Enfin, Ottawa reconnaît Pékin», *La Presse*, 15 octobre 1970.
44. *Le Devoir*, 14 octobre 1970.
45. «L'association des manufacturiers du Canada en faveur de la reconnaissance», *La Presse*, 14 octobre 1970.
46. Gilles Boyer, «Ottawa reconnaît Pékin», *Le Soleil*, 15 octobre 1970.
47. «La décision d'Ottawa ne surprend pas Washington - Les USA continuent de s'opposer à l'entrée de la Chine à l'ONU», *La Presse*, 14 octobre 1970.
48. Paul Sauriol, «Les relations diplomatiques entre le Canada et la Chine continentale», *Le Devoir*, 14 octobre 1970.
49. Claude Turcotte, «Ottawa reconnaît Pékin», *La Presse*, 14 octobre 1970. Voir également «On ne peut combattre le FLQ et reconnaître Pékin, dit Caouette», *Le Devoir*, le 14 octobre 1970.
50. «Caouette compare les membres du FLQ aux 'communistes de Chine' », *La Tribune*, 14 octobre 1970.
51. «Ottawa et Pékin», *La Tribune*, 15 octobre 1970.
52. Lionel Desjardins «Grâce au Canada, l'Amérique s'ouvre enfin à la Chine», *La Tribune*, 21 octobre 1970.
53. Pierre O'Neil, «En donnant à la Chine une nouvelle responsabilité aux yeux de certains pays, Le Canada a affaibli la position des USA», *La Presse*, 5 juillet 1971.
54. Claude Lemelin, «Les relations Pékin-Ottawa: l'horizon se dégage», *Le Devoir*, 5 juillet 1971.
55. Pierre O'Neil, «La délégation canadienne à Pékin prend congé pour se familiariser avec l'histoire chinoise», *La Presse*, 2 juillet 1971.
56. Pierre O'Neil, «Le message de Chou En-lai aux Canadiens: Égalité, paix et amitié entre les peuples», *La Presse*, 6 juillet 1971.
57. Cyrille Fecteau, «Un innocent en Chine», *La Presse*, 5 juillet 1971.
58. Gilles Boyer, «Les relations sino-canadiennes», *Le Soleil*, 6 juillet 1971.
59. «La Chine accueille favorablement les propositions Sauvé», *Le Devoir*, 9 octobre 1973.
60. «Les Chinois ont eu raison de leur fabuleuse croissance démographique». *Le Soleil*, 11 octobre 1973.

61. En 1973, l'avortement n'était pas libre ni légal au Québec. Un parti féministe, le Parti du Libre Choix (PLC) reçut 4 955 votes à l'élection générale du Québec en 1981 tandis que le Parti communiste ouvrier (maoïste) encaisse 4 956 votes.
62. Claude Lemelin, « Trudeau fait route vers Pékin », *Le Devoir*, 9 octobre 1973.
63. Pour connaître le sort réservé aux castors, consultez Paul L. Evans, *Pursuing China: Memoir of a Beaver Liaison Officer*, Edmonton, University of Alberta Press, 2012, p. 155-160.
64. Donald Doyle, « Trudeau sera en Chine le chef d'un pays 'ordinaire' », *Le Soleil*, 9 octobre 1973.
65. « Trudeau part pour Pékin », *La Tribune*, 8 octobre 1973.
66. Claude Turcotte, « Un Trudeau moins innocent retourne en Chine », *La Presse*, 6 octobre 1973.
67. Claude Lemelin, « Un précédent linguistique, la Chine s'est adressée au Canada en français », *Le Devoir*, 22 octobre 1973.
68. « Un cadeau du Canada au peuple chinois », *Le Devoir*, 17 octobre 1973. Ce cadeau, le *Miro Plus 2000*, fut conçu et construit à Laval (laboratoires Bio-Millet) et l'on souligne que l'appareil est muni d'une gaine permettant la conservation de l'asepsie (raison pour laquelle Bethune est mort en opérant en Chine).
69. Gilles Boyer, « Accueil cordial à Trudeau », éditorial, *Le Soleil*, 13 octobre 1973.
70. Claude Lemelin, « Le Canada, premier État à jouir du droit d'accès consulaire en Chine », *Le Devoir*, 23 octobre 1973.
71. Donald Doyle, « Tête-à-tête de Trudeau avec le légendaire Mao », *Le Soleil*, 15 octobre 1973.
72. André Bellemare, « Reconnaître la Chine, une bonne décision –Trudeau », *La Tribune*, 20 octobre 1973.
73. Donald Doyle, « Satisfaction à Ottawa, à l'issue du voyage de Trudeau en Chine », *Le Soleil*, 20 octobre 1973.
74. Guy Cormier, « Bilan provisoire d'un périple », *La Presse*, 18 octobre 1973.